

Langage égalitaire : après la reddition de l'Académie, les défenseurs du *statu quo* montent au créneau

Éliane Viennot, 8 août 2019 – actualisé 19 août

Depuis l'automne 2017, on sait que le langage égalitaire rend fou. Et folle. Un temps occupées à se protéger du « péril mortel » diagnostiqué par l'Académie française (26 octobre), quelques-unes de ses victimes ont décidé de reprendre le flambeau du « masculin qui l'emporte », menacé dès l'annonce de ladite Académie de vouloir « reprendre le dossier de la féminisation » (24 novembre), puis définitivement tombé à terre avec l'adoption de son rapport sur « la féminisation des noms de métiers et de fonctions » (28 février 2019). Rapport où elle déclare qu'elle ne condamnera plus les noms féminins qu'elle vouait jusqu'alors aux gémonies... tout en invitant discrètement à la poursuite du combat¹.

D'un côté, des linguistes se lancent dans la bagarre, sans prendre la précaution de se mettre au courant d'un dossier pourtant lourd, puisqu'il y a une quarantaine d'années que des spécialistes y travaillent dans toute la communauté francophone. De l'autre, des journalistes qui n'ont pas encore commencé à se renseigner sérieusement, mais que leur sensibilité ne pousse pas à contester la domination masculine, leur ouvrent tout grands leurs micros ou leurs colonnes, persuadé·es qu'il faut « équilibrer les positions » et qu'il est temps d'entendre les opposant·es légitimes.

S'étonnant de cet amateurisme, deux linguistes de l'Université de Fribourg soulignaient récemment le « peu de rigueur scientifique de quelques collègues et autres personnalités qui expriment leur opinion sur le sujet dans les médias », leur reprochant d'ignorer, « consciemment ou non, deux éléments essentiels du débat, qui invalident la quasi-totalité de leurs arguments ». À savoir : d'une part les recherches en histoire de la langue, qui ont prouvé qu'elle a été délibérément masculinisée pour des raisons strictement idéologiques ; d'autre part les recherches en psycholinguistique, qui « attestent de l'impact positif des formes dites inclusives sur la construction identitaire des enfants et les perceptions des chances de succès des femmes dans la société, notamment »².

La revue qui suit s'attache à en dire un peu plus sur cette nouvelle vague de croisé·es.

A. De l'annonce du recul de l'Académie à la publication de son rapport

A1. Patrick Charaudeau

Visiblement intéressé par la polémique de l'automne 2017, ce professeur émérite de linguistique spécialiste de l'analyse du discours a dû passer ses vacances de Noël à rédiger un article aussitôt publié dans une revue prestigieuse : « L'écriture inclusive au défi de la neutralisation en français » (*Le Débat*, mars-avril 2018). Jusqu'à cette date, il ne s'était jamais intéressé aux relations entre genre

¹ Le rapport est consultable sur le site de l'Académie ; voir mon décryptage de ce rapport, <http://www.elianeviennot.fr/Langue/Acad2019-Decryptage.pdf>

² Pascal Gyax et Pascal Wagner-Egger, « Élevons le débat sur le langage inclusif », *Le Temps*, 18 juin 2019.

grammatical et genre sociétal³. Ayant écouté « partisans » et « opposants » de l'écriture inclusive (au masculin, précise-t-il, c'est-à-dire incluant les femmes en vertu de la thèse qu'il soutient), il les renvoie dos à dos en prenant la hauteur (et la longueur) du discours savant. Avec des considérations aussi fondées que celle-ci : « Pour l'heure, voyons cette affaire du neutre dans la langue française. La *langue* – ce beau féminin préférable à *idiome*, triste masculin – mérite les honneurs d'une analyse sans parti pris. »

Ce sont en réalité des poncifs et des conseils paternalistes qui suivent, comme celui de « ne pas confondre *genre sexué* et *genre grammatical* ». Les explications savantes et ostentatoires cachent leur nature de discours reçus : le masculin suffit, tout le monde comprend, point n'est besoin de parler des *étudiantes* ou d'écrire *étudiant-es* quand on a dit ou écrit *étudiants*. Charaudeau ignore les études des psycholinguistes, dont les collègues suisses rappellent que *toutes* conduisent aux mêmes conclusions, à savoir que le masculin dit générique crée dans les esprits, au mieux une ambiguïté quant à la compréhension de l'énoncé (masculin = femmes aussi ?), au pire une interprétation littérale (masculin = hommes). En revanche, il se dit favorable à la « féminisation des noms de métier », parce que « la société change, et il est normal de nommer ce qui ne s'imposait pas hier » ; l'annonce du recul de l'Académie est passée par là, mais pas l'histoire de la langue, qui atteste qu'*avant-hier* la chose était de rigueur. Il n'est pas non plus contre *droits humains* – mais les arguties qui suivent cette avancée la ruinent à peu près complètement. En bref « l'écriture inclusive n'est pas scandaleuse », mais enfin la neutralité serait meilleure... C'est-à-dire le masculin. Car les véritables recherches en matière de neutralisation du genre, par exemple les pronoms communs (*iel...*) et les graphies épïcènes pour les termes prononcés identiquement (*nule, professionnelle, venuz...*) sont évoquées en introduction, au titre des bizarreries de l'époque contemporaine, mais non discutées.

A2. Jean Szlamowicz

Plus agacé encore que son collègue par la polémique de l'automne, ce chercheur diplômé en linguistique anglaise a pris quelques mois de plus pour écrire un vrai livre, publié à la fin de l'année 2018. En réalité, un pamphlet, dont le titre fleure bon la réaction d'aujourd'hui : *Le sexe et la langue. Petite grammaire du genre en français, où l'on étudie écriture inclusive, féminisation et autres stratégies militantes de la bien-pensance* (Paris, Intervalles). Lui non plus n'avait encore rien publié sur le sujet⁴. Et pour s'y mettre, il a visiblement décidé de ne lire que les bons auteurs, c'est-à-dire les académiciens des années 1980-1990. D'où le côté déjà entendu de ses arguments, tous démontés de longue date par les spécialistes.

C'est interviewé par Eugénie Bastié, journaliste connue pour son antiféminisme et son ancrage dans le courant catholique réactionnaire, que Szlamowicz a démarré sa promo, avec un titre aussi à propos et subtil que « Imaginer que modifier l'orthographe va empêcher un salopard de battre sa femme, c'est un délire d'intellectuels ! » (*Figarovox*, 23 nov. 2018). Il y dénonçait l'écriture inclusive comme « une rupture du pacte de neutralité » (pacte signé par qui ? neutralité décrite par qui ?), puis s'esclaffait : « Vous imaginez un roman en écriture inclusive ? » Montrant ainsi que, comme tous les nouveaux venus en la

³ Voir sa liste de publications : <http://www.patrick-charaudeau.com/-Articles-.html>

⁴ Voir sa liste de publications : <https://til.u-bourgogne.fr/equipe/enseignants-chercheurs/3-equipes/enseignants-chercheurs/379-jean-slamowicz.html>

matière, il réduit cette dernière aux abréviations des doublets ; et qu'il ignore qu'elle intéresse nombre d'auteurs et d'autrices de fictions, qui l'ont déjà adoptée. Il concluait doctement qu'« il n'y a pas de progrès en grammaire », comme si elle tombait du ciel.

B. Depuis la publication du rapport de l'Académie

B1. Jean Szlamowicz

Repéré comme le seul linguiste décidé à en découdre avec les gens assez stupides pour s'attaquer à la langue française plutôt qu'aux « salopards », ce nouveau messie s'est immédiatement vu sollicité par des médias après la publication du rapport, tandis que des blogs s'ouvraient ici et là pour reproduire ses interviews ou ses tribunes. Interrogé par *Causeur* à l'occasion du 8 mars, il a affirmé que la féminisation des noms de métier s'était faite toute seule, sans l'aide du féminisme – éternellement nul et non avvenu. Avant d'aligner toutes les confusions ordinaires (entre noms d'animés et noms d'inanimés, désignations simples et métaphores, masculin et neutre...). Et de conclure : « Ce combat est en réalité un snobisme ».

Il s'est également élevé dans *Figarovox* du 3 avril contre « la dernière fantaisie en date », à savoir l'expression *rendre femmage* utilisée par l'association *Osons le féminisme* à propos d'Agnès Varda. Résumant sa pensée (et l'appuyant), *Le Figaro* expliquait que s'attaquer aux termes comportant le mot *homme* « n'a aucun sens pour lui » et que « cela dessert en réalité les vrais combats du féminisme à mener ». Combats que ce quotidien mène avec une énergie inlassable, comme on sait, de même que Szlamowicz, qui consacre un paragraphe entier à rappeler les priorités en la matière : « l'excision, les mariages forcés, [...] l'état de minorité culturelle et juridique des femmes dans certaines religions ». Conclusion : « Ce militantisme [est] en réalité un antiféminisme ».

B2. Alain Finkielkraut

Désormais journaliste et académicien, cet autre éternel pourfendeur de la « bien-pensance » se décide, le 27 avril, à recevoir **Bernard Cerquiglini** dans son émission *Répliques* (France Culture). Il y a pourtant déjà six mois que le célèbre linguiste a fait paraître son ouvrage *Le ministre est enceinte, ou la grande querelle de la féminisation des noms* (Seuil). Bien qu'il ne milite que sur ce front, et qu'il le fasse avec une grande modération⁵, Cerquiglini incarne l'ouverture aux nouveaux usages et à la vitalité de la langue française partout dans le monde – soit le contraire de la posture chagrine de Finkielkraut. Le vers serait-il dans le fruit ? L'intitulé de l'émission, « La langue française et les femmes », pourrait le confirmer, puisque les tenants du masculin appellent à « ne pas confondre *genre sexué* et *genre grammatical* ». La présence de **Bérénice Levet** dans l'émission aussi, vu que cette plume du *Figaro*, de *Causeur* et de *Valeurs actuelles*, également connue pour son antiféminisme virulent⁶, s'est publiquement désolée de la

⁵ Directeur du guide *Femme, j'écris ton nom* (La documentation française, 1999), Cerquiglini n'a quasiment pas bougé de position depuis cette époque. Il ne s'aventure ni sur le terrain des accords ni sur celui des nouvelles graphies. Il défend l'idée que le masculin pluriel peut légitimement désigner des groupes mixtes, et que les noms de fonction peuvent rester au masculin.

⁶ Elle est notamment l'autrice de *À l'attention des hommes qui aiment les femmes et des femmes qui aiment les hommes* (François Bourin, 2013), *La Théorie du genre ou Le Monde rêvé des anges* :

décision de l'Académie (« Féminisation des titres et des métiers : l'Académie française cède au conformisme », *Figarovox*, 6 mars 2019). Ainsi entouré, Finkielkraut se donne le gant d'occuper une sorte de voie médiane, se permettant d'interrompre les diatribes de sa consœur pour laisser Cerquiglini préciser sa pensée. On le sent parfois touché par ses arguments, mais il ferme aussitôt la porte à l'esprit critique. Fidèle au personnage qu'il s'est construit, il avoue crânement qu'il a voté contre le rapport (bien qu'il en lise pieusement des passages, notamment quand l'Académie invite à ne céder à aucun esprit de système...), et il termine son émission en déclarant qu'il ne changera pas sa manière de parler des femmes. Quant à Bérénice Levet, elle est désormais repérée comme *la* femme qui ose résister au « conformisme » ; elle est donc invitée ici et là pour défendre les valeurs du masculin.

B3. Danièle Manesse, Gilles Siouffi & Co

À côté des tontons flingueurs du langage égalitaire, le collectif ayant contribué au livre *Le Féminin & le Masculin dans la langue. L'écriture inclusive en questions* (esf sciences humaines, mai 2019) semble un groupe d'enfants de chœur. L'ouvrage réunit une dizaine de contributions, signées de personnes toutes plus inconnues les unes que les autres au bataillon des spécialistes du genre en linguistique⁷. Quatre se prononcent sur d'autres langues que le français : Léda Mansour sur l'arabe, Élise Mignot sur l'anglais, Joung Eun Rim sur le coréen, Peter Eisenberg sur l'allemand. Restent quatre « francisant-es ».

Le co-directeur du volume, **Gilles Siouffi**, est on ne peut plus prudent ; il s'intéresse à « qui crée la norme en français ? », ses analyses sont fort intéressantes sur la contextualisation du phénomène de l'écriture inclusive, et il est clair qu'il n'entend se prononcer ni pour ni contre. **Bernard Colombat** évoque « La question du neutre et la construction des accords depuis le latin vers le français » ; il est donc loin du sujet annoncé en sous-titre, mais on le remercie de tout ce qu'il nous apprend sur celui qu'il connaît si bien, par exemple sur la normalité des accords de proximité et d'importance en latin ; il confirme aussi que l'accord préférentiel au masculin semble bizarre aux grammairiens du XVI^e siècle, qui l'interprètent comme une figure de style : une *syllapse*, voire un *zeugma*. **André Chervel**, spécialiste de l'histoire de l'éducation, s'intéresse pour sa part à la règle du « masculin qui l'emporte », avant de se pencher dans un second article sur l'accord de proximité. Fournissant nombre d'exemples du sexisme des grammairiens, il estime que « la thèse de la masculinisation historique du français à l'époque classique [...] est suffisamment originale pour mériter le débat » (91). Il dit me contester, mais rien de ce qu'il apporte n'infirme mes analyses, et je suis contente de lui avoir donné l'occasion d'approfondir un sujet qui m'intéresse, en allant jusqu'à compter combien de grammaires du XVII^e siècle évoquent l'affaire de l'accord au masculin. Il met également en lumière que « l'accord de voisinage » a été enseigné jusque dans les années 1930, ce qui confirme mes hypothèses de travail (c'est l'école primaire qui a été chargée de l'éradiquer) tout en repoussant de quelques décennies la période où cette tâche lui a été confiée. Ajoutons que c'est le seul de l'équipe qui connaît un peu la matière du livre : il mentionne également la linguiste Edwige

l'identité sexuée comme malédiction (Grasset, 2014), *Libérons-nous du féminisme ! Nation française, galante et libertine, ne te renie pas !* (L'Observatoire, 2018).

⁷ D'après les documents consultables sur Internet, dont les titres de leurs livres inscrits au catalogue de la BnF (quand il en existe : plusieurs sont de jeunes collègues).

Khaznadar. Dans le reste de l'ouvrage, on cherche en vain les noms de Marina Yaguello, Anne-Marie Houdebine, Thérèse Moreau, Louise Larivière, Claire Michard, Céline Labrosse, Daniel Elmiger, Pascal Gygax, Alpheratz...

Reste donc la co-directrice du livre, **Danièle Manesse**, qui signe également deux articles. Se croyant en présence d'un « amalgame entre le monde sensible et la langue » (37), elle s'effraie des « bouleversements » que l'écriture inclusive introduirait dans l'apprentissage du français. Elle s'imagine donc elle aussi que le sujet se borne aux points médians. Et comme elle a bien écouté Enthoven et C^{ie}, mais oublié de lire la littérature scientifique consacrée au terrain sur lequel elle débarque, elle tombe dans toutes les ornières qu'il recèle en croyant pourfendre les adversaires. C'est donc elle que Luc Cédelle interroge pour *Le Monde*, qui met en titre l'idée toujours imaginée comme la plus apte à les terrasser : « L'écriture inclusive fait partie de ces dispositifs volontaristes, ostentatoires, qui ne servent pas les causes qu'ils prétendent défendre » (*Lemonde.fr*, 29 mai 2019).

Les responsables du volume ne sont pourtant pas sur les positions rêvées par les journalistes qui les interrogent. Manesse et Siouffi ne mâchent pas leurs mots sur l'incompétence de l'Académie et des intellectuels qui croient donner des leçons quand ils ne font que prouver leur ignorance. Le dépit d'Olivia Gesbert, qui les interroge pour « La grande table des débats » (France Culture, 5 juin 2019), est perceptible à diverses reprises ; il cumule après l'audition du couplet de Finkielkraut sur la suppression du *i* dans *oignon* – qu'elle trouve magnifique et qui s'attire une volée de bois vert. La tribune signée quelques jours plus tard par Manesse et Chervel (Siouffi se mettrait-il en retrait ?), « L'ordre de la langue n'est pas celui du monde » (*L'Humanité*, 13 juin 2019), réaffirme leur condamnation sans appel des positions de l'Académie sur le lexique féminin des métiers et fonctions. Elle se contente ensuite de vilipender le point médian, qui résume toujours « l'écriture inclusive » aux yeux des signataires, et qui leur inspire une longue diatribe assortie d'une comparaison entre « les partisans de l'écriture inclusive » et un « élève de CM ». Quelques jours plus tard, pourtant, Manesse accepte d'être confrontée à l'une de ces élèves – moi en l'occurrence (*Signes des temps*, France Culture, 18 juin 2019). Elle connaît si mal son sujet qu'elle se voit obligée de reculer sur chacun des domaines concernés par le langage égalitaire.

B4. Szlamowicz & Co

La complaisance de ces « faux-frères » envers les idées des *pros* pourrait être à l'origine de la dernière intervention publique d'envergure du nouveau spécialiste ès féminisme : la tribune « À l'université, les passions égalitaristes rendent la langue illisible et imprononçable » (*Le Monde*, 11 juillet 2019), co-signée avec **Yana Grinshpun** et **Céline Masson**. La première, « maitre de conférence » en linguistique, est inconnue pour ses contributions au sujet qui nous occupe. Mais, comme Szlamowicz, elle collabore à *Causeur* et anime *Perditions idéologiques*, blog de « discussion sur les idéologies dangereuses », à savoir « la nébuleuse des discours soi-disant antiracistes, pacifistes, féministes, post-colonialistes et indigénistes ». La seconde est « professeure » (ciel !), psychanalyste, spécialiste de Freud, et tout aussi incompétente que ses acolytes dans le domaine du genre en linguistique.

On retrouve donc dans cette tribune les mêmes confusions scientifiques et la même brave affirmation que « ce n'est pas à coups de points dans les mots de la langue [*sic*] que l'on luttera contre les inégalités entre les hommes et les femmes ».

Mais personne ne s'étend ici sur la lutte en question – où les deux dames ne sont pas davantage engagées activement que leur collègue. À l'inverse, on y lit des dérapages inédits, contre « le militantisme exigeant une représentativité quantitative inappropriée », contre les « défenseurs de la parité », et même contre « le souci de la parité [qui] obsède aujourd'hui des universitaires ». On y trouve également des fantasmes nourris par la méconnaissance du dossier et la peur des féministes, comme l'idée selon laquelle ce combat serait « sous-tendu par une idéologie victimaire selon laquelle les femmes sont les victimes invisibles et éternelles des hommes et de la langue » (ces gens pourraient sortir, tout de même, s'ils n'aiment pas lire ! Aller voir les spectacles de **Tiphaine D.** ou de **Noémie Delattre**, par exemple), sans parler de la « surveillance linguistique » qui sévirait avec « une virulence inédite » dans des universités entièrement soumises aux « inclusivistes » qui veulent « la mort du pluriel » et exercent un « flicage permanent ». Les victimes seraient-elles ailleurs que là où les voient ces malheureus-es ? Le pire du pire étant que « le très inclusif “chers collègues” devient “che(è)r.es collègues” ». Non ? Si. Conclusion : ces élucubrations résident dans le « désir inconscient de débarrasser la langue du symbolique, à l'instar de la délégitimation des figures d'autorité (notamment celle du père) dans notre culture ». Ah, aussi, on se disait bien...

B5. Patrick Charaudeau

Enfin, la tribune des trois compères ayant dû faire rire ou lever les yeux au ciel, surtout comparée à sa voisine, factuelle, argumentée, modérée, cherchant à calmer le jeu (**Benjamin Moron-Puech et moi**, « Les noms *autrices*, *officière*, *professeuse*... existent depuis des siècles », *Le Monde*, 12 juillet⁸), le quotidien a donné quelques jours plus tard la parole au seul autre linguiste descendu dans l'arène depuis un an et demi, quoiqu'il n'ait rien publié d'autre dans ce laps de temps que l'article ni fait ni à faire décrit ici en A1. Il prend donc la parole pour « répliquer » à notre tribune, avec toujours la même attitude paternaliste, voire méprisante : « Si l'on veut défendre la visibilité des femmes à travers le langage, tout est affaire d'intelligence et de contexte » (*Le Monde* du 17 juillet). En guise de prolégomènes, il prend le soin d'affirmer qu'« on ne peut que se réjouir » de la nouvelle position de l'Académie, et que le masculin qui l'emporte sur le féminin est une « formule malheureuse qui témoigne, en effet, d'un certain esprit passé quant à la position de supériorité de l'homme sur la femme ». Mais il invite à « éviter les anachronismes » (sans nommer ceux que nous ferions), il répète qu'on doit se garder de « la confusion entre genre grammatical et genre sexué » (sans dire en quoi elle consisterait), et il reprend sa leçon sur le neutre (qui n'est toujours rien d'autre que du masculin). Sentant néanmoins que cette chanson ne suffira pas à convaincre, il prend ensuite un ton plus raide pour affirmer que « les femmes n'ont pas à se sentir exclues », ni par ces masculins qui ne font qu'opérer des généralisations, ni par le mot *homme*, qui bien entendu les englobe... parfois. Il se fend également d'un conseil, car il estime que « le point indique une clôture et une séparation. Il ne joue donc pas un rôle d'alternance, comme le voudrait l'écriture inclusive ». Il préconise donc... les parenthèses.

⁸ Publiée le 11 dans la version web. Tribune d'autant plus modérée que le titre que nous avons proposé n'a pas été retenu (« Les chien-nes aboient, la caravane passe »); que mon titre de *professeuse* et ma qualité d'*autrice* ont été changés pour *professeure* et *auteure*; que trois mots qui comportaient des points médians ont été mis au masculin. La rédaction du *Monde* a depuis, à notre demande, accepté de revenir sur une partie de ces choix inexplicables – et inexpliqués.

Conclusion

Il semble bien que cette nouvelle vague d'opposants (je laisserai ce terme au masculin, pour leur faire plaisir) soit une vaguelette. Nous autres partisan-es du langage égalitaire n'avons pas grand-chose à craindre de tel-les boutefeux, surtout si les plus honnêtes d'entre eux se mettent à apporter de l'eau à notre moulin ! Les mémoires, thèses, revues, colloques et actes de colloques en préparation devraient encore rétrécir leur crédibilité et leur audience, car aucun des arguments avancés jusqu'ici pour soutenir la prépondérance du masculin sur le féminin comme phénomène nécessaire au bon fonctionnement du français ne tient la route. Ils ne peuvent être soutenus que par des gens certes dotés de diplômes mais non familiers des études menées depuis quarante ans dans les divers domaines de la linguistique et de l'histoire de la langue.

Cela dit, si nous n'avons rien à craindre d'eux sur le plan scientifique, nous devons rester vigilant-es sur le plan politique. Il est en effet bien possible que certaines ou certains de ces linguistes, désormais identifiés comme des opposants qualifiés au langage égalitaire, soient sollicités par des décideurs hostiles à son acclimatation dans la société française, et associés à des actions réglementaires destinées à la contrer. À l'image d'Alain Bentolila⁹ en novembre 2017 pour la circulaire du Premier ministre (la première à sortir du cadre du vocabulaire des métiers et fonctions, et à affirmer que « le masculin est une forme neutre qu'il convient d'utiliser pour les termes susceptibles de s'appliquer aussi bien aux femmes qu'aux hommes »)¹⁰. Il se pourrait aussi que de nouveaux candidats – voire de nouvelles candidates, ce serait à l'évidence plus habile – rejoignent leur troupe dans cet objectif. Les opportunistes n'ont jamais manqué. Les réactionnaires non plus.

Enfin, il faudra compter avec les divisions qui travaillent la presse depuis que des journalistes en nombre toujours plus important comprennent, d'une part les enjeux politiques et sociétaux de ce débat, d'autre part les profits possibles des préconisations du langage égalitaire pour leur profession. Trois exemples vécus de près en témoigneront.

- Le premier concerne ***La Nouvelle Quinzaine littéraire***. Désirant consacrer « un petit dossier (numéro de février) à la langue politique », un de ses responsables me commande un article le 31 décembre 2018, que je rends le 16 janvier suivant. L'affaire rencontre tant de difficultés (avec un autre article que le mien, me dit-on), que le dossier est repoussé de mois en mois. Aux dernières nouvelles, il est pour l'automne ; j'ai évidemment cessé de revoir ma copie, régulièrement obsolète, et demandé la possibilité de le faire au dernier moment... à suivre.

- Le deuxième concerne ***Le Quotidien du médecin***. Peu après la parution du rapport de l'Académie et mes premières réactions sur Facebook, une de ses journalistes me demande une tribune, que je fournis le 25 mars (« L'Académie enfin d'accord, mais toujours pas au point »). Elle ne paraîtra que le 4 juillet, soit seulement après que la rédaction du quotidien aura réussi à faire produire une

⁹ Linguiste spécialiste de l'apprentissage de la lecture, régulièrement sollicité par la presse de droite pour pourfendre la « féminisation », mais qui ne semble pas s'être prononcé publiquement depuis que l'Académie a changé de position.

¹⁰ Voir Loup Besmond de Senneville, « Une controverse sur l'écriture inclusive devant le Conseil d'État », *La Croix* du 18 février 2019 : <https://www.la-croix.com/France/Justice/controverse-lecriture-inclusive-devant-Conseil-dEtat-2019-02-18-1201003242>

tribune « contre ». Contre quoi ? Contre ce qu'a imaginé la brave dame totalement incompétente qui s'y est collée, et à qui on s'est bien gardé de montrer mon papier. D'où cette prise de position complètement à côté du sujet, mais néanmoins dans la *doxa* du corps médical (d'autant qu'elle fourmille de contrevérités sur l'histoire de sa féminisation) : « Valorisons nos différences et le respect de chaque identité, sans estropier la langue » (Isabelle Gautier).

- Le troisième concerne **Le Monde**. Alors que la rédaction a publié l'inutile tribune de Charaudeau (ci-dessus, B5) cinq jours seulement après la parution de la page qu'elle avait décidé de consacrer au sujet, sans même lui demander de supprimer les critiques nominales, injurieuses et non étayées qu'il nous adressait, elle a refusé le droit de réponse (100% informatif) que nous lui demandions, sans autre motif que le grand nombre de textes qui lui parvient¹¹. Le 6 août !

¹¹ Le texte est en ligne sur <http://www.elianeviennot.fr/publications-articles.html>